

La Vie, semaine du 31 mars 2005.

Esther Benbassa

« **La course à la victimisation est suicidaire** »

Lors des manifestations lycéennes de ces dernières semaines, les observateurs ont relevé une multiplication d'agressions ciblées contre de jeunes «Gaulois» (Blancs), par d'autres jeunes, Noirs pour la plupart, qui se définissaient comme «victimes de l'esclavage». S'agit-il des prémices d'un nouveau racisme? *La Vie* a interrogé à ce sujet l'historienne Esther Benbassa, directrice d'études à l'École pratique des hautes études (chaire d'histoire du judaïsme moderne). Elle a publié récemment *La République face à ses minorités. Les juifs hier, les musulmans aujourd'hui* (Fayard/Mille et Une Nuits). Avec Jean-Christophe Attias, elle dirige la collection « Les dieux dans la Cité » chez Fayard. Elle prépare actuellement un ouvrage sur *La Souffrance comme identité*.

La Vie. Comment interprétez-vous les violences quasi racistes survenues lors des récentes manifestations de lycéens?

Esther Benbassa. Je crois qu'il s'agit plutôt d'une forme moderne de l'ancien conflit bourgeois-prolétaires, décliné sur un mode ethnico-racial. L'esclavage est aboli chez nous depuis fort longtemps, mais nous assistons à une remontée de cette mémoire chez des jeunes en panne d'identité. Ils ne sont plus religieux, ni patriotes. Les idéologies agonisent. Ils ont besoin de nouveaux marqueurs pour se définir. Ils vont les chercher dans un passé largement reconstruit. Les Etats-Unis ont connu ce phénomène avant nous: le positionnement de certains groupes minoritaires dans la société via une revendication victimaire. Je suis victime donc j'existe et je peux exiger des droits.

De quand date cette attitude?

E.B. En France, le modèle suivi est celui de la revendication identitaire des juifs à partir de la guerre des Six-Jours qu'ils ont appréhendée, un temps, comme une seconde menace de génocide. Auparavant, les juifs français confinaient leur judaïsme à la sphère privée et cela leur semblait aller de soi dans une république jacobine. Dans les années qui suivent 1967, la Shoah justifie et même oblige désormais les juifs à revendiquer leur identité juive dans la sphère publique. Elle se transforme progressivement en une composante identitaire essentielle. Aujourd'hui, les Noirs, les Arabo-musulmans - et d'autres minorités: homosexuels, voire femmes (même si elles représentent la moitié de l'humanité) - passent également par la mémoire de la souffrance subie pour construire leur identité. On vient de créer un Collectif des fils et filles de colonisés, qui évoque évidemment l'association des Fils et filles de déportés fondée par Serge Klarsfeld!

Vous parlez même de « compétition victimaire ».

E.B. On n'existe pas uniquement parce qu'on se dit (ou se croit) victime, mais ce «statut» permet de se positionner dans la société et d'avoir droit à être reconnu comme tel. Or, nos

pouvoirs publics ont encore du mal à admettre que la France est multiculturelle. Il ne suffit pas d'offrir de la compassion, il conviendrait peut-être aussi de revisiter la laïcité dans le sens d'un plus grand respect du rôle des religions et des différences. Encore faut-il que la République ait quelque chose à proposer pour rallier la nation autour de valeurs communes et d'objectifs partagés.

La plupart des jeunes Noirs dont nous parlions ne sont pas des descendants d'esclaves. Faut-il tenter de le leur démontrer?

EB. Cela ne sert à rien. Il s'agit là, je le répète, d'une demande d'identité, pour pallier la fragilisation identitaire des jeunes générations issues de ces groupes auxquelles on n'a pas transmis grand-chose, si ce n'est des souffrances qui, elles, peuvent servir d'histoire commune. La question de savoir ce qu'on peut faire de ce passé négatif me paraît autrement importante. Peut-on léguer une identité de victime et pour combien de temps? Quel avenir permet-elle de bâtir? Ceux que vous appelez les révoltés des banlieues n'ont d'espoir d'ascension sociale et économique ni ici ni dans leurs pays d'origine, qui est plutôt celui des parents. C'est pourquoi je pense que c'est désormais aux pouvoirs publics de jouer leur rôle, en introduisant la discrimination positive, en «déghettoisant» les banlieues, en favorisant la mixité sociale, en investissant massivement dans les écoles de ces quartiers...

Sinon, quelle est la perspective?

E.B. Nous allons tous être tentés de devenir à notre tour des «victimes». Ce sera la «compétition victimaire» que j'évoquais. Au final, une société aigrie, sur la défensive et, à coup sûr, pas commode à vivre. Je crains une montée de la violence dont nous n'avons pas idée aujourd'hui et en même temps une «fossilisation» de la société. Les victimes, de quelque bord qu'elles soient, se complaisent dans leur passé et hypothèquent leur futur.

L'Etat français devrait-il demander pardon aux descendants des anciens esclaves, comme il l'a fait pour les crimes du régime de Vichy?

E.B. Le repentir panse les blessures, mais met-il fin à la victimité, encouragée tous azimuts? Dès qu'on se pense victime, on se cherche un bourreau. Un vrai cercle vicieux. Une question me taraude : pourquoi la nation française devient-elle de moins en moins rassembleuse ?

Comment éviter la conflagration?

E.B. Je compte sur l'école. Elle reste un lieu de partage, essentiel pour la reconstruction d'une mémoire collective. L'enseignement de toutes les mémoires pourrait s'y opérer en commun : l'esclavage, la colonisation, le génocide... C'est un premier pas. L'apprentissage de la religion et de la culture des autres constituerait le second. Il ne serait pas inutile d'enseigner dès l'école les trois monothéismes - au moins - à travers leurs cultes, leurs musiques, leurs arts, leurs littératures. Chaque élève accéderait ainsi à ce que sa propre

culture a de meilleur et, encore plus important, constaterait que les autres élèves y accèdent aussi et se l'approprient positivement, sans mépris ni arrière-pensées. Peut-être serait-il ainsi possible de bâtir des passerelles entre les cultures.

Propos recueillis par Gérard Desportes et Jean-François Rouge